

# TAHALIL JOUSSOUR

<b>PRESENTATION</b>	<b>DANS CE NUMÉRO :</b>										
<p>La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.</p> <p>Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.</p> <p>La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.</p> <p>Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social ou sur le plan politique et de la</p>	<p style="text-align: center;">gouvernance.</p> <p>Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.</p> <p>Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système;</li> <li>- Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique.</li> </ul> <p>Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.</p> <p>Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la transition.</p>										
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%; padding: 2px;"><b>PRESENTATION</b></td> <td style="width: 20%; padding: 2px; text-align: center;">P. 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;"><b>LE SUCCÈS DES RÉFORMES MAJEURES DÉPEND DE LEUR GOUVERNANCE</b></td> <td style="padding: 2px; text-align: center;">P. 2</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;"><b>LA COMPLEXITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES NÉCESSITE UN BON USAGE DES OPPORTUNITÉS</b></td> <td style="padding: 2px; text-align: center;">P. 3</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">1) « LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE » CHINOISE: DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE</td> <td style="padding: 2px; text-align: center;">P. 3</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">2) LA CRISE SYRIENNE: UN NOUVEAU TEST DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE</td> <td style="padding: 2px; text-align: center;">P. 4</td> </tr> </table>	<b>PRESENTATION</b>	P. 1	<b>LE SUCCÈS DES RÉFORMES MAJEURES DÉPEND DE LEUR GOUVERNANCE</b>	P. 2	<b>LA COMPLEXITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES NÉCESSITE UN BON USAGE DES OPPORTUNITÉS</b>	P. 3	1) « LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE » CHINOISE: DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE	P. 3	2) LA CRISE SYRIENNE: UN NOUVEAU TEST DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE	P. 4
<b>PRESENTATION</b>	P. 1										
<b>LE SUCCÈS DES RÉFORMES MAJEURES DÉPEND DE LEUR GOUVERNANCE</b>	P. 2										
<b>LA COMPLEXITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES NÉCESSITE UN BON USAGE DES OPPORTUNITÉS</b>	P. 3										
1) « LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE » CHINOISE: DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE	P. 3										
2) LA CRISE SYRIENNE: UN NOUVEAU TEST DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE	P. 4										

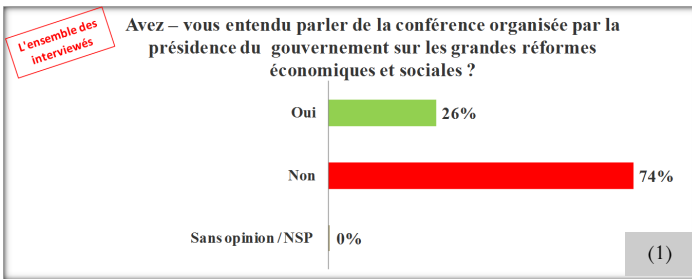
## LE SUCCÈS DES RÉFORMES MAJEURES DÉPEND DE LEUR GOUVERNANCE

Le gouvernement a lancé en avril une série de manifestations axées sur les réformes majeures. A cet égard, une série de documents et d'études a été publiée et un colloque a été organisé sur le sujet sous la supervision du chef du gouvernement et en présence de nombreux acteurs, avec une absence notable de l'UGTT et une faible présence des partis politiques. Quant à l'opinion publique, comme le

montrent les résultats du sondage, le sujet n'a pas joui de beaucoup d'attention ni de suivi(1).

Il est clair que le dossier est devenu sujet de polarisation entre le gouvernement et l'UGTT et un facteur exacerbant plus encore la relation déjà tendue entre les deux parties sur un certain nombre d'autres dossiers.





Il apparaît également que le traitement du dossier par les différentes parties n'est pas non plus isolé de la problématique concernant l'avenir du gouvernement et de la question qu'il se maintienne ou non jusqu'à la date des prochaines élections législatives et présidentielles en 2019. C'est pourquoi le choix du moment de cette annonce des réformes, les priorités du gouvernement à leur propos ainsi que la plupart des réactions à cette annonce rendent probable la tentative d'instrumentalisation politique de ce dossier sensible.

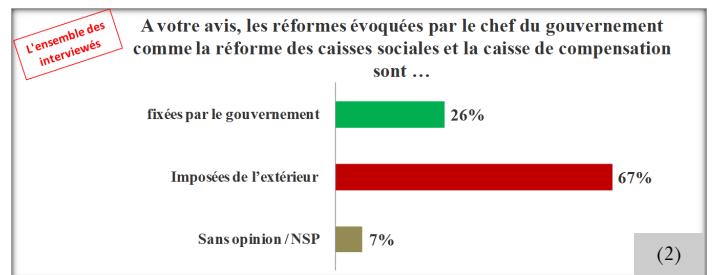
Il est important à cet égard de rappeler que le terme de « réformes majeures » désigne dans le domaine de la politique publique les processus de réformes qui visent à réaliser un développement qualitatif rapide (saut qualitatif) du système que l'on veut réformer. Etant un véritable investissement national elles exigent un effort très particulier pour être appliquées contrairement à l'autre type de processus de développement des systèmes qui est appelé processus d'amélioration continue. Ce dernier, contrairement au premier vise à améliorer les performances du système mais progressivement et a besoin pour cela, de plus de temps et ne nécessite donc pas le même type d'effort. Ce dernier système a pour particularité de s'adapter en permanence et de changer graduellement en fonction de l'évolution de son environnement, ce qui améliore ses performances et le rend plus réactif aux exigences.

Il est clair que l'approche du gouvernement se résume dans la nécessité et l'urgence de l'exécution des réformes majeures du fait de la détérioration continue et probablement aux conséquences très graves des finances publiques. Cette détérioration continue entravant l'amélioration du rythme de croissance économique qui, de l'avis de tous, est une condition préalable pour surmonter la perturbation du processus de transition.

Sur ce point, il est à noter que la focalisation du gouvernement sur le lien entre la question des réformes majeures et celle de l'assainissement des finances publiques suggère que l'objectif principal pour mettre en œuvre les réformes se réduit avant tout voire seulement à assainir la situation des finances publiques. Cette dernière articulation participe à alimenter

également les soupçons sur le traitement politique du dossier et jette un doute quant à une soumission du gouvernement à des diktats externes.

Il paraît dans ce contexte que les doutes ne se limitent pas à des partis politiques ou à des acteurs sociaux spécifiques mais se sont largement diffusés dans l'opinion publique comme en témoigne le récent sondage sur le sujet (2) ce qui pose de sérieux problèmes pour assurer le succès de ce processus car il est connu que "la compréhension" chez l'opinion publique est l'un des éléments essentiels d'une bonne mise en œuvre des politiques publiques.



Garantir donc le succès de la gestion d'un dossier aussi sensible et important que le dossier des réformes majeures ne se limite pas à la création d'une structure spécialisée au sein de l'appareil exécutif (cellule, administration, ministère...), ni à l'utilisation d'outils de communication mais, comme toute politique publique elle nécessite ce qu'on appelle le ressort social qui assure l'implication de tous les acteurs publics et privés qui contribuent d'une manière ou d'une autre à la production ou à la mise en œuvre des politiques publiques et de ses bénéficiaires. Cela n'est rendu possible que si ce dossier est inséré dans le cadre d'une vision intégrée de promotion du pays dans tous les domaines et ce, pour garantir le succès de la transition. Une vision donc qui ramène l'espoir et motive de ce fait les différentes parties qui croient en la nécessité de la transition.

D'autre part, la réduction des réformes majeures à une matrice de diverses mesures visant à assainir les finances publiques ne mènera pas nécessairement à l'augmentation du rythme de croissance étant donné qu'il n'y a pas de relation automatique entre les deux parties. Certaines études ont même prouvé que l'application de ces mesures peut mener à des conséquences défavorables, à savoir le relâchement et la régression dans le rythme de croissance.

Outre l'assainissement des finances publiques, l'augmentation du rythme de croissance nécessite la création d'un environnement permettant une

augmentation de la rentabilité des investissements et l'amélioration de la productivité. Elle nécessite également la modernisation des institutions de l'Etat pour augmenter leur capacité à gérer stratégiquement les grands dossiers et la réalisation d'un progrès au niveau de l'amélioration des performances de certains services publics de base tels que la santé, l'éducation et les transports qui ont un impact significatif sur le niveau de vie des citoyens. La réalisation de progrès dans ce domaine est une condition préalable au succès des réformes majeures. Pourtant peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine. Au contraire, le public a l'impression générale que la situation se détériore. D'autre part, il est temps pour les décideurs de formuler une vision claire de la question sociale dans notre pays qui soit au cœur des réformes majeures et non en marge d'elles, de sorte que les réformes convenues se fassent dans une harmonie entre la dimension économique et la dimension sociale.

C'est certainement la condition préalable incontestable au succès de ces réformes que ce soit au niveau de la perception collective ou au niveau de l'application.

Développer une approche de réformes majeures convenues entre les acteurs sociaux et politiques et procéder à une bonne gouvernance loin de toute instrumentalisation politique et de toute logique de coercition sociale constituent une nécessité nationale urgente. Un retard continu dans ce sens réduirait davantage la marge de manœuvre de tout gouvernement dans les négociations avec les acteurs financiers internationaux et aggrave donc la fragilité des décisions nationales dans la formulation des options et à tenir compte des exigences de nos conditions sociales et politiques.

## LA COMPLEXITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES NÉCESSITE UN BON USAGE DES OPPORTUNITÉS

Les relations entre Etats reposent principalement sur des intérêts économiques, sécuritaires et géostratégiques communs. Ces relations ont pour le moment abandonné la logique de l'alignement constant et permanent pour des formations plus complexes centrées sur des intersections partielles, occasionnelles et dynamiques qui évoluent en fonction du développement des stratégies et des intérêts des différents Etats concernés.

Le rôle des autorités nationales dans chaque pays est de faire bon usage des opportunités qui s'offrent à elles pour servir leurs intérêts nationaux. Mais cela nécessite, à l'avance, une identification collective de ces intérêts.

Il est dans l'intérêt de notre pays de tirer parti des transformations géopolitiques actuelles et à venir et de la montée de diverses forces économiques. Ceci se fait en œuvrant à l'adaptation de nos politiques internationales à ces transformations pour servir nos priorités nationales. A cet égard, un ensemble de paramètres sous la forme de principes orientant cette politique doit être respecté, à savoir le choix d'une Tunisie démocratique, plurielle, jalouse de sa souveraineté et non alignée.

### 1) « LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE » CHINOISE: DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

La Chine a su consolider sa position de superpuissance dans les domaines économique, stratégique et même technologique. Et elle contribue maintenant à la création de nouveaux équilibres dans le monde grâce à ses capacités d'investissement et sa mobilité diplomatique. Elle représente également une nouvelle source d'opportunités économiques et de développement pour les pays méditerranéens.

Il est important pour la Tunisie de prendre en compte

ces nouvelles données pour un nouveau positionnement vis-à-vis du géant chinois : un nouveau positionnement qui continuera de respecter nos relations traditionnelles et stratégiques mais qui soit plus réaliste et réactif dans certains axes à la lumière de nos intérêts nationaux.

Le projet « Nouvelle route de la soie » offre à la Tunisie de nombreuses opportunités dont :

-Le dépassement de la modestie de notre potentiel logistique qui constitue un obstacle majeur à nos exportations avec un coût très élevé allant jusqu'à 20% du produit intérieur brut ce qui réduit la rentabilité des investissements (contre 10% dans les pays développés).

Cette insuffisance entrave la pénétration de nos exportations dans de nouveaux marchés tels que les marchés africains et asiatiques. Elle perturbe également le développement des activités industrielles qui opèrent dans le système de production instantanée tel que l'industrie automobile et autres.

La Tunisie n'a pas les moyens de développer ses propres capacités logistiques par elle-même mais les Chinois sont capables de le faire. Nous pourrions nous engager dans la « route de la soie » qui fournit une infrastructure liant l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Notre pays bénéficiera alors de ce fait de sa proximité géographique et commerciale avec l'Europe comme de son ouverture sur le Maghreb arabe et une partie de l'Afrique.

En effet la Chine est classée deuxième après les Etats Unis d'Amérique dans le domaine de l'investissement direct et a les capacités d'investissement et également l'intérêt de financer nos grands projets publics dans le domaine des infrastructures (énergies renouvelables, eau, transport, santé...) et nos grands projets privés qui hantent l'Etat au niveau de leur perception et la recherche de financiers. Or ce sont des projets indispensables au développement de notre pays alors que leur réalisation dépasse notre potentiel national.

Il est également utile de noter que la Chine ne constitue pas une menace pour notre économie parce qu'elle n'est pas un concurrent pour nous. En effet l'économie chinoise repose sur une économie d'échelle et une production de masse orientée de par sa nature vers les services, les industries avancées et la technologie et aura bientôt besoin comme toute économie avancée de sous-traitance pour une partie de ses activités économiques de valeur ajoutée limitée. En contrepartie, la taille de notre pays nous impose essentiellement le choix d'une économie spécialisée.

Dans la même veine, l'étude de la structure des importations chinoises en Tunisie durant la période 2000-2015 réfute catégoriquement les idées véhiculées par les médias sur les risques commerciaux des importations chinoises en ce sens que les chiffres montrent une nette prédominance des importations à forte ou moyenne intensité technologique.

Si les opportunités sont certaines, le principal enjeu pour notre pays à cet égard reste sa capacité à formuler une véritable stratégie de repositionnement vis-à-vis du géant chinois. Une stratégie qui soit réaliste et qui offre des garanties suffisantes de succès. Une stratégie se distinguant des actions improvisées partielles parce qu'elle aura adopté des options structurelles fortes que les principaux acteurs (l'Etat, les partis, les organisations nationales) acceptent et décident de poursuivre avec détermination, car sans vision et orientations claires notre pays pourrait à nouveau perdre une occasion précieuse de faire progresser notre

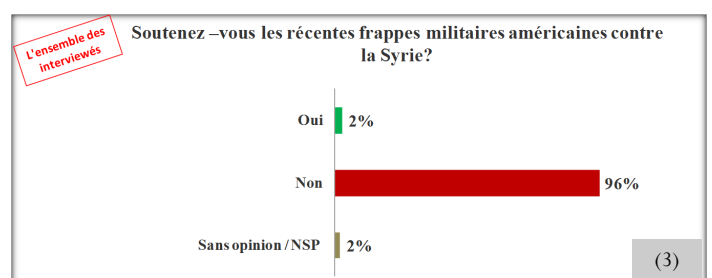
## 2) LA CRISE SYRIENNE: UN NOUVEAU TEST DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

La crise syrienne intériorise et condense en elle d'une manière progressive l'ensemble des polarisations régionales et internationales dans une intersection unique entre la lutte contre le terrorisme, la question démocratique, l'approche de la cause palestinienne, les intérêts liés au pétrole et le réarrangement des équilibres géopolitiques et autres. Elle dépasse sans aucun doute dans sa lecture et aussi dans ses conséquences les frontières de la géographie syrienne.

Cette crise se caractérise par une forte présence en Tunisie comme cela a été le cas depuis son déclenchement il y a sept ans et ceci à tous les niveaux populaire, politique, médiatique et officiel. Le niveau de tension et de polarisation politique a de nouveau augmenté après les frappes aériennes menées par l'alliance américano-britannique contre les positions

syriennes sous le prétexte que le régime syrien a opéré des attaques chimiques.

Au niveau populaire, le rejet de ces frappes a été clairement démontré presque unanimement (3).



La position officielle émise par le ministère des Affaires étrangères a souligné la profonde inquiétude et la profonde préoccupation concernant la situation en Syrie et a réitéré le rejet catégorique de l'utilisation de tous les types d'armes interdites de quelque côté que ce soit, soulignant la nécessité de trouver une solution politique globale à la crise tout en s'abstenant de faire la moindre déclaration à propos d'une position claire sur les frappes militaires dirigées contre la Syrie.

Par contre l'UGTT a condamné fermement ce qu'il a qualifié de « triple agression impérialiste » contre la Syrie, réitérant son soutien à l'armée syrienne, qualifiant de « honteuse » la position officielle de l'Etat tunisien.

Les positions politiques et médiatiques partisans allaient de la condamnation des frappes occidentales à la focalisation sur le régime syrien et ses alliés tenus pour responsables de la détérioration de la situation.

La situation promettant certainement plus de tension et de complexité, il est utile de noter du point de vue de l'intérêt national les questions suivantes :

-Attirer l'attention sur les pressions croissantes et les tentatives régionales et internationales qui agissent pour amener la position officielle et partisane tunisienne vers des alignements qui ne correspondent pas aux constantes de la politique étrangère tunisienne, profitant de la fragilité des conditions économiques et sociales du pays.

-Avertir vigoureusement de l'élargissement du fossé dans ce domaine entre la position officielle de l'Etat et le sens populaire tel que le reflète le sondage dans un climat de méfiance à l'égard de la classe politique dans son ensemble ce qui ne sert certainement pas la confrontation des défis du pays en particulier les défis économiques et sociaux qui nécessitent un renforcement de la confiance entre les organismes officiels et le grand public afin de mettre en œuvre des politiques et des réformes dont le succès dépend de la détermination, du sacrifice et de la longue haleine.